

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



M 1669 - 921 - 12.00 F



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien	170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels	195 FF
..... 10 n° mensuels	245 FF
Etranger	155 FF
(Par avion, nous consulter)	

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

*** ÉLECTIONS :**

page 3 Les leçons d'une consultation,
par M-L Duboin.

*** ACTUALITÉ :**

page 6 Il ne reste que l'utopie,
par J-P Mon.

page 10 En direct d'Allemagne,
par J. Weiss.

*** RÉFLEXIONS :**

page 8 Naissance et mort du capitalisme,
par R. Marlin

page 11 En finir avec le "Débrouillez-vous",
par J. Bourdette.

*** LECTURES :**

page 12 La question des droits de l'Homme
par R. Girard.

*** BLOC-NOTES** page 13

*** TRIBUNE LIBRE** page 14

*** COURRIER DES LECTEURS** page 16

Téléphone : les mardi et jeudi,
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

◊ **Pour faire réfléchir autour de vous :**

* **un livre plein d'humour :** **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance** écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco)..

* **une brochure à faire lire :** **L'ECONOMIE LIBÉRÉE** par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F l'une, franco).

◊ **Pour votre réflexion personnelle, un roman :** **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000** du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ **Pour animer une discussion :** une brochure reproduisant dans le style de la conversation les textes de deux conférences d'André PRIME : **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN** et **LE CAPITALISME DANS TOUS SES ÉCLATS**

(36 pages, 20 F, franco, la première ; 44 pages, 25 F, franco, la seconde), une **cassette audio** reproduisant la première de ces conférences, pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◊ **Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :** **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal. **Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

les leçons d'une consultation

par Marie-Louise Duboin

Nous n'avons peut-être pas encore toutes les réponses au questionnaire du N° 919, mais comme c'est le moment de mettre sous presse, tirons les leçons de celles que nous avons.

D'abord, en ce qui concerne la mobilisation de nos lecteurs, résultat extrêmement encourageant : très nombreux (beaucoup de femmes) sont ceux qui ont réagi à notre «Prenez-vous par la main ! » et se sont décidés à envoyer notre questionnaire aux candidats locaux. Ainsi, même si certains se sont rangés dans le parti des abstentionnistes (1), cela prouve que les distributistes sont attachés à la démocratie directe et qu'ils ont le sens de leur responsabilité de citoyen.

Malheureusement, beaucoup se sont arrêtés là dans leur élan parce qu'ils n'ont pas trouvé l'adresse des candidats sur les panneaux électoraux...

Ceux qui ont franchi (2) ce premier obstacle, par minitel par exemple, ont envoyé jusqu'à douze questionnaires chacun ! Première constatation : le très faible taux de réponses, de 10 à 30 % en moyenne. Une exception cependant, J-C C, de Bourges, en a reçu 9, dont 7 questionnaires consciencieusement remplis.

Parmi ceux-ci, le nombre de réponses est quasi en raison inverse du pourcentage de voix que viennent d'obtenir au premier tour les candidats contactés ! Le plus grand nombre, plus du tiers, provient du PS ou du MRG. Les écologistes arrivent en second avec moins de 30 %. Puis viennent les réponses de ceux qu'on classe "divers", ceux qui s'intitulent "libres", "mouvement des citoyens", "arc-en-ciel" ou "loi naturelle" : 20 % des réponses. Toute la droite réunie RPR+UDF+PR a envoyé 10% des questionnaires remplis. Enfin le PC, 7% environ.

A propos du questionnaire lui-même, la droite s'est montrée très hostile : un de ses candidats a répondu au téléphone : «Je ne peux pas répondre aux questions comme ça», mais il n'a pas non plus répondu par écrit. Est-ce que nos questions les auraient dérangés ? Serait-ce parce qu'ils n'ont rien compris aux causes du chômage ? Un candidat répond : «Vous comprendrez que je ne peux pas mener ma campagne comme ça». D'autres ont répondu comme à Mme B., de Muret : «Voir notre programme». Doit-on en conclure qu'ils ont tellement l'habitude d'utiliser les services de professionnels (en les payant très cher) pour mettre au point leurs discours et préparer leurs réponses aux questions clas-

siques, qu'ils ont été désemparés, ces malheureux, par les nôtres ? Est-ce la preuve que les "pro" sont plus indifférents que les autres aux problèmes que posent les électeurs ? Une condition pour être sincère dans ses convictions serait-elle de ne pas être un "pro" de la politique ? Hélas, les résultats montrent que les électeurs ne sont pas sensibles à cette sincérité, il leur faut le clinquant, l'assurance des "appareils" rodés, menés par ces "pros" ! Nous ne sommes plus au début de la République Française quand les députés étaient vraiment sortis du peuple pour le représenter.

Cl. Poperen (PC) a écrit à Mme H.F. de Versailles : «souhaiter ne plus recevoir toutes ces lettres semblables, dont il ignore l'origine ». Au contraire, sans doute **justement** parce que le questionnaire était envoyé à titre individuel, beaucoup de candidats ont tenu à joindre une lettre d'accompagnement à leurs réponses. Citons-en un exemple : le Pr. J-L Lamarque (apparenté PS, 2ème circonscription de l'Hérault), ajoute : «J'ai été très touché par votre lettre et votre pensée. J'ai répondu à vos questions, qui étaient, **vraiment, celles du fond du problème** (C'est lui-même qui souligne). Je crois que notre nouvelle société doit prendre conscience de cet effort dans le changement. Rien ne pourra plus être comme avant». L'oscar des réponses sérieusement étudiées revient à J-C Beauchaud, candidat PS en Charente : par retour de courrier, il a envoyé à Mmes D.B et F.K, deux lectrices d'Angoulême (qui ont été les premières à réagir et ont envoyé 12 questionnaires ; elles devraient aussi recevoir un oscar) une lettre de cinq pages dactylographiées, reprenant une à une chacune des questions pour y répondre avec commentaires et précisions.

Certains candidats ne remplissent pas le questionnaire mais répondent par une lettre articulée autour du chômage. Citons un adjoint au maire de Vierzon : «Il est vrai que l'emploi est la première préoccupation. Il faut un nouveau partage du travail, élaboré à un niveau européen», suit une référence à 1936, comme dans de nombreuses autres lettres. Citons le Dr Alain Calmat (PS) : «La croissance du chômage est un phénomène inhérent au système capitaliste...elle se fait au détriment du tiers-monde... Il est urgent de trouver d'autres solutions, tel que le partage du travail avec un maintien du pouvoir d'achat...». B. Neyral, député sortant (PS aussi) de l'Hérault, énumère dans sa lettre à Mme S. M., de Pouzolles, tout ce que le gouvernement socialiste a fait pour lutter contre le chômage et conclut : «Il n'y a pas de solution miracle mais plusieurs solutions complémentaires dont la principale est la mise en œuvre d'un nouveau partage de la durée du travail...En regard de la gravité du problème du chômage, il importe de trouver des solutions». Avec ces belles paroles, il ne répond pas aux questions précises posées. .../...

(1) alors que d'autres ont voté «par devoir, dit Mme K., d'Angoulême, en sachant très bien qu'aucun de tous les candidats d'appartenance politique différente ne présente le programme qui fera sortir la France de la situation sociale et économique catastrophique actuelle.

(2) B.S. de Lapalud nous a envoyé la liste de toutes les adresses des candidats du Vaucluse.

Venons-en à notre propre "dépouillement". Toutes les fois que je citerai une réponse en particulier, j'indiquerai, entre parenthèses, le numéro, en caractères gras, du département du candidat, suivi du pourcentage de voix qu'il a obtenu au premier tour.

Reprenons nos questions : **Pensez-vous :**

1. que la croissance du chômage soit un phénomène conjoncturel ?

Non, réponse unanime à l'exception d'un RPR (34; 21,7%), et de deux PS, (59; 11%) et (69; 21,5%).

L'opinion évolue. Il y a peu, tout le monde estimait "conjoncturelle" la croissance du chômage et attendait que ça passe.

un phénomène typiquement occidental ?

Non, réponse unanime à l'exception de trois écologistes (38; 12%), (59; 7%) et (18; 6%).

mondial ?

Oui, réponse unanime à l'exception de trois : un PC (78; 5%) et deux écologistes (16; 5%) et (59; 7%).

2. que malgré l'accroissement du chômage, la richesse du pays augmente ?

Oui à l'unanimité moins quatre voix : deux PS (18; 5%) et J-J Queyranne (69; 21,5%), un UDF (18; 28%) et un "Vert" (18; 6%).

3. qu'il soit possible de produire encore plus avec encore moins de travail ?

Oui à l'unanimité moins un PC (78; 5%), un RPR (34; 22%) et deux PS (encore J-J Q.) et (34; 19%).

Ces 4 candidats des partis "assis" ne doivent pas lire les journaux ou n'ont pas bien lu la question. Un candidat "Vert" dit «on ne doit pas produire plus». Mais un PS (84; 20%) précise à B.S., de Lapalud : «Oui, c'est la conséquence des progrès techniques et des gains de productivité».

4. que l'augmentation d'investissements productifs contribue à la diminution du chômage ?

Oui et non, à peu près à égalité.

Il y a peu de temps, là encore, la réponse aurait été oui avec une très grande majorité.

5. que la croissance favorise l'emploi ?

Un cran de plus, et la réponse est oui en majorité. Les quelques réponses "non" viennent de candidats écologistes et du candidat de "réagir librement". Plus lucides, plus objectifs que les autres ?

6. que la croissance soit simultanément possible dans tous les pays ?

Légère majorité pour le Oui, il n'y a pas clivage entre les partis.

7. qu'il soit nécessaire de diminuer fortement la durée du travail pour vaincre le chômage ?

Oui, à l'unanimité moins cinq voix, un RPR (34; 22%), deux UDF (58; 26%) et (18; 28%), un MRG (06; 3,7%) et un PS (38; 25%) !

Mais un des candidats écologistes nuance «Oui si la durée libérée permet l'embauche. Non si elle favorise la mécanisation». C'est "l'emploi pour l'emploi, quel qu'il soit", même s'il faut revenir à la bougie ? Même attachement au sacro-saint "emploi" chez les candidates de "Lutte Ouvrière" qui se mettent à trois pour répondre encore : «Pour maintenir les emplois et les salaires, il faut prendre sur les bénéfices et si cela ne suffit pas,

sur la richesse personnelle de la bourgeoisie».

8. Si oui, faut-il diminuer simultanément les salaires ?

Non à 50%. Oui à 25%. Les autres répondent oui pour les hauts salaires, non pour les bas salaires, la limite étant située à 8.000 F nets par mois par plusieurs candidats "Verts". Le candidat "réagir librement" dit «il faut taxer la productivité pour éviter de toucher au pouvoir d'achat». On retrouve cette idée chez J-J Queyranne, transmise par S.B., de Vaux-en-Velin : «Distribuer sous forme de primes les gains de productivité des entreprises» et chez un écologiste qui dit «il faut taxer les robots». Aucun n'explique comment empêcher que ces taxes fassent aussitôt augmenter les prix, donc diminuer le pouvoir d'achat des salaires.

9. Dans l'affirmative, faut-il solvabiliser autrement les salariés afin qu'ils puissent continuer à acheter ?

Un tiers de "Oui". Cette question est jugée "productiviste" par un candidat écologiste, alors qu'un candidat PS déclare que «C'est une idée intéressante à développer».

10. Pensez-vous que le lien entre revenu et travail soit intangible ?

Unanimité pour dire Non, sauf deux PS, (J-J Queyranne, encore lui) et (38; 25%), un MRG (06; 3,7%) et un PR (18; 28%).

11. Croyez-vous matériellement possible de fournir de quoi vivre décemment à tous les citoyens, indépendamment de leur emploi ?

Unanimité pour dire Oui, sauf... le même J-J Queyranne, le même PR (18; 28%), le même MRG (06; 3,7%) et un RPR (34; 22%) !

12. Est-ce financièrement possible actuellement ?

Large majorité de Oui, à environ 75%.

13. On ne produit aujourd'hui que pour vendre, donc en fonction des seuls besoins solvables, pensez-vous qu'il soit possible de faire autrement ?

Encore plus large majorité : Oui à presque 95%. Mais certains candidats soulignent, et ils ont, heureusement, raison, qu'il existe des services publics non marchands. Un candidat du "mouvement des citoyens" ajoute «il faut permettre le développement du tiers-monde, il deviendra solvable».

14. Pensez-vous que l'extension de la pauvreté soit imputable au gouvernement ? au système économique ?

Sauf le candidat "pour la loi naturelle" (18; 0,5% !), tout le monde s'accorde pour l'attribuer au système économique... Vont-ils bientôt s'accorder pour le changer ?

15. Envisagez-vous une façon d'adapter les moyens de production qui existent afin de faire disparaître la faim, la pauvreté et l'exclusion ?

Tout le monde, vraiment tout le monde, a une réponse. En voici des extraits.

Il y a les irréductibles, pour lesquels hors du travail salarié point de salut. Le pompon est certainement pour "Lutte Ouvrière" (18; 3%) : «La montée du chômage dans tous les pays est due à la gestion capitaliste des entreprises et de la société... La faim, la pauvreté, l'exclusion ne pourraient disparaître que si le monde du travail faisait reculer la rapacité des patrons avec de nouveaux Juin 36 ou de nouveaux Mai 68. Nous sommes convaincus que l'avenir appartient au monde du travail qui saura réorganiser la société tout entière au service

de tous». Un MRG (06; 3,7%) affirme à M.V., de Juan-les-Pins «Seul le travail enrichit, aussi bien l'homme que la société. Chacun a droit à un emploi et le devoir de travailler. Faire respecter cet état de droit». Pour un écologiste, (18; 5,8%), «Moyens de production et faim, pauvreté, exclusion n'ont pas de corrélation obligatoire».

Il y a ceux qui gardent l'espoir d'une reprise de la création d'emplois. Pour un candidat "arc-en-ciel" (18; 7%): «L'emploi est d'abord dans les services et les travaux manuels qui ne peuvent être robotisés et informatisés. Il y a des milliers d'emplois. Aujourd'hui notre société exclut les personnes qui ont une intelligence pratique et qui ne maîtrisent pas l'abstraction, soit 15% de la population. Ceci n'est pas tolérable». Un candidat UDF(18; 28%): «Les produits et services immatériels sont illimités». Nous devrions toujours préciser emploi "dans la production".

Il y a les hésitants. Ceux qui viennent de comprendre la nécessité du partage du travail mais pensent encore pouvoir l'organiser sans changer vraiment le système. A propos de la dernière question, un PS (84; 20%) répond à B.S., de Lapalud: «La baisse des taux d'intérêts réels. Accroître la production des services (en particulier non marchands). Le partage du temps de travail». Le candidat de "Réagir librement" (16; 3%) sent un peu "la grande relève": «La machine est aujourd'hui génératrice de chômage. Comme chaque fois où l'on cherche à rééquilibrer un système qui s'est emballé. Après avoir été le serviteur de l'homme —la machine lui a quand même fait obtenir 8 jours de congés en 36.» Encore une référence aux années 30. Mais on ne comprend pas bien s'il pense que le système va rentrer dans l'ordre, ni si la machine n'est plus le serviteur de l'homme. Il ajoute: «Il faut moraliser le système économique. Trouver un équilibre social où le travail en usine disparaît pour aller vers une véritable civilisation de la vie en liberté (loisirs), vers une véritable autonomie de l'homme dans son environnement». Un candidat PS (18; 5%) rappelle que «Le projet socialiste vise à favoriser une société d'économie mixte qui, en utilisant les avantages de l'économie de marché, corrige les effets néfastes de l'économie capitaliste sauvage. Je souhaite que ce modèle se mondialise». Un candidat "Union pour changer la gauche" (16; 5%) veut: «Partager le travail et humaniser le progrès». Un écologiste (59; 7%) cite le «Partager le travail et les revenus». Partager la rareté donc?—Peut-être pas puisqu'il ajoute: «Changer d'économie qui ne satisfait actuellement que le marché et pas les besoins».

On en arrive à ceux qui commencent à sentir qu'il faut aller plus loin. Voici quelques passages qui témoignent d'une nette évolution de pensée. Même si on y sent parfois la pommade électoraliste, il n'empêche qu'on ne les aurait pas recueillis, disons, aux précédentes élections. D'un candidat PS (59; 11%): «La France et l'Europe doivent être les moteurs de la mise en place d'un nouveau monde». D'un autre PS (16; 21,3%): «Notre

monde change et rien n'est intangible...Une société solidaire est celle qui respecte la dignité de chaque citoyen...c'est-à-dire qui doit permettre à chacune et à chacun d'occuper un emploi correspondant à ses capacités (c'est un droit inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme) ou si ce n'est pas possible, dans notre monde en mutation, d'obtenir un revenu de substitution de cette société incapable de lui fournir un travail. Ce revenu de substitution ne saurait faire du citoyen un assisté et un oisif, il doit être lié à un rôle social ou à une formation pour retrouver une place dans le monde de la production». Le droit à un revenu est admis, mais la référence absolue reste le travail, l'emploi dans le monde de la production. Ce candidat craint «que ne s'accroisse une récession mondiale qui risquerait de déboucher sur une crise du type de celle de 1929». Il avoue: «J'ai une utopie, celle de la refonte du Fonds Monétaire International». Il a conscience que les dettes du tiers-monde ne seront pas honorées, comme le candidat PC (38; 10%) qui répond à R. J-V, de Sassenage, à propos de la question N°15 par «Annulation de la dette des PVD».

La nécessité d'un changement radical de notre système économique commence à être ressentie. En témoigne ce qu'écrit à Mme C.B., de Fléac, un candidat PS (16; 25%): «Je crois que les responsables politiques et économiques des Nations doivent remettre en cause le modèle de développement que nous connaissons actuellement. Après tout, même s'il a permis à certains de s'enrichir, il a provoqué aussi des catastrophes graves, mondiales et locales, écologiques, et de grandes misères qui, chaque jour deviennent plus importantes. Il faut maîtriser cette logique qui nous entraîne vers un monde de plus en plus difficile et inacceptable. De la même manière que l'on essaie de s'entendre sur les problèmes de l'environnement (Rio) ou les questions internationales (ONU), il faudra discuter des problèmes économiques et sociaux entre toutes les nations.» Témoin aussi cette autre réponse d'un apparenté PS (34; 19,2%), adressée à C.L., de Montpellier: «Nouvelle "philosophie d'action" pour notre planète. C'est dur mais possible, voire indispensable: **Supprimer les notions de "Rentabilité," "Compétitivité" (vis à vis de qui?), "Productivité", par celle de Richesse Sociale. Arrêter cette économie de marché sans frein, sans contrôle où seul le gain est roi. Produire "par" et "pour" l'homme. Le travail doit rapporter plus que de l'argent.** Un écologiste (16; 8,6%) dénonce le rôle de la spéculation: «Il faut...arrêter de piller le Sud pour enrichir le Nord».

En conclusion, tout ceci prouve que l'opinion évolue dans le bon sens. Et "la crise" économique va la faire évoluer encore plus vite. Merci aux lecteurs qui se sont mobilisés. Ils nous encouragent à continuer avec eux.

Nous leur adressons quelques exemplaires supplémentaires de ce numéro pour poursuivre la discussion avec les candidats qu'ils ont contactés.

Le Monde vient de publier, du 9 au 19 mars, une série d'articles intitulée "Interminable chômage" qui décrit sous ces multiples aspects cette "véritable maladie sociale qu'est le chômage" et ses répercussions sur la société française. Nous en avons extrait un certain nombre de points particulièrement révélateurs de l'inefficacité des mesures habituellement proposées pour venir à bout du chômage.

il ne reste que l'utopie

par Jean-Pierre MON

Jusqu'ici le patronat français s'était assez peu inquiété du chômage. Cela devait, au fond, l'arranger, pour peser sur les salaires... Mais depuis que les cadres en sont les victimes de plus en plus nombreuses, beaucoup de "capitaines d'industrie" prennent peur et le disent : « Parfois, mais ils ne l'avouent pas forcément, ils ont des raisons personnelles de se préoccuper de la gravité de la situation. Tel, qui appartient au gotha des affaires, s'inquiète de l'avenir de ses deux fils, brillamment diplômés. Par le biais des pérégrinations de sa fille, au chômage, un autre, patron de droit divin d'un grand groupe de la distribution, touche du doigt le sordide. Ainsi, selon le paradoxe toujours vérifié des petites causes et grands effets, la découverte de la réalité, et de la vulnérabilité de leurs proches conduit ces privilégiés à s'insurger enfin et, au mieux, à agir ».

«L'intrusion brutale du chômage chez les cadres (plus de 24 % sur un an en moyenne) explique ces comportements nouveaux... Le licenciement étant devenu aveugle, sans rapport avec les mérites supposés, le sentiment d'injustice grandit, provoque démotivation et méfiance. Découvrir, au travers de l'opération "900.000 chômeurs de longue durée", que des cadres pouvaient être pris au piège de leurs diplômes et de leur niveau de carrière a en outre perturbé ». Selon le directeur général de l'ANPE «on assiste à un bouleversement culturel qui permet de remettre en cause les exigences de salaire et de fonction élevées ». Les cadres l'admettent encore difficilement.

Après avoir emporté les ouvriers et les employés, les administratifs des sièges sociaux sont de plus en plus atteints. Conséquences : « On consomme moins, on évite de s'endetter et on réduit son train de vie ». Selon une étude de l'INSEE, un chômeur diminue sa consommation de 25 % en moyenne. Ce qui, après tout semble assez évident... Mais, avec trois millions de chômeurs et des millions de gens menacés, cette annonce a produit un électrochoc.

«Les menaces que cette situation fait peser sur l'équilibre de la société sont donc enfin comprises... Les dangers que fait courir l'exclusion deviennent maximaux. Trop de banlieues déshéritées sont maintenant au bord du gouffre, et certaines sans doute prêtes à sombrer dans le processus destructeur qui conduit aux ghettos. Des familles entières, des adultes sont frappés plus durement que jamais. Mais ce sont les jeunes, une fois de plus, qui font figure de victimes extrêmes, parfois marginalisés pour la vie entière. Un dernier changement, là encore, risque de tout précipiter. Avec les chiffres du chômage de janvier, on a commencé à comprendre que,

si les arrivées à l'ANPE à la suite d'une mission d'intérim ou d'un contrat à durée déterminée diminuaient si fortement, c'était certainement parce que, en amont, les embauches de ce type se raréfiaient. Ce que confirment d'ailleurs les professionnels du travail temporaire, en proie à une chute d'activité. Mais la conclusion de cette observation est également redoutable. Déjà décriés, les emplois précaires assurent de moins en moins un minimum d'insertion ».

Problèmes psychologiques

Mais les dégâts ne sont pas que matériels. Baigné dans une culture, capitaliste ou marxiste, sanctifiant le travail, le chômeur se sent devenir inutile.

Des trois années de chômage qu'a connues un ancien cadre, c'est la blessure sociale, la coupure avec les autres qui l'a le plus marqué. «Je m'en souviens avec une précision absolue de cette période qui a changé ma façon d'être encore aujourd'hui...Oui, les personnes que je connaissais m'évitaient...Oui, certaines faisaient mine de changer de trottoir dans la rue...Oui, le regard des autres était différent...Ce regard-là, il est impitoyable. On vous dit bien que vous n'avez pas eu de chance. En réalité, dans les yeux, vous lisez comme un soupçon. Celui notamment de ne pas rechercher du travail. Cela, je le ressentais intuitivement ».

L'âge aussi, et c'est bien connu, est un ennemi redoutable pour celui qui cherche un emploi. Licenciée d'une entreprise dont elle était la responsable de la communication, une jeune femme, aussi jolie qu'élégante (ce n'est pas négligeable), juriste de formation, diplômée du CELSA, raconte que son âge (42 ans) était un obstacle aux yeux de ceux qui auraient pu l'employer : «Aujourd'hui, les profils recherchés vont de vingt-huit à trente deux ans». En désespoir de cause, elle a finalement pris contact avec un cabinet de conseil de carrière (et oui, ça existe !). On lui a d'emblée demandé 50.000F et, malgré ça, elle a eu l'impression que ce cabinet était au bord du dépôt de bilan !

Au fil des mois, sa confiance s'émousse : «Je suis devenue l'ombre de moi-même. Je ne me reconnais plus. Ainsi me suis-je aperçue que je me rendais chez mon boulanger exclusivement aux heures d'affluence. J'ai compris que c'était pour cacher mon état, me mélanger aux gens normaux, ceux qui travaillent. Il y a peu, je me faisais mignonne, me maquillais pour apparaître à mon avantage sur les photos couleurs accompagnant mes CV. Aujourd'hui...»

Les remèdes

Ils sont nombreux et variés mais inadaptés aux dimensions du problème.

D'abord, refrain bien connu, à droite comme à gauche, relancer la croissance. On sait pourtant que la croissance nécessaire pour réduire significativement (de moitié) le taux de chômage à l'horizon 2000 apparaît du "domaine de l'utopie" puisqu'elle devrait être de plus de 5 % par an en moyenne.

Il y a aussi ce qu'on appelle les petits boulots, emplois précaires, et généralement mal payés. Ils assurent, comme on l'a vu plus haut, de moins en moins d'insertion. Il serait d'ailleurs totalement immoral de les proposer à des gens qui ont connu un métier stable et normalement rémunéré. Au nom de quoi, offrirait-on un de ces petits boulots à un technicien qualifié qui vient d'être licencié parce que son entreprise n'est plus compétitive ?

A mettre dans le même sac, le travail considérable que font "les militants de l'insertion". « Ils ont du cœur au ventre », nous dit un reporter du *Monde*. Bien sûr, ils rendent de nombreux services et redonnent l'espoir à certains, mais il est bien évident qu'ils ne peuvent résoudre un problème qui touche des millions de personnes. Leur travail s'apparente à l'action caritative du XIX^{ème} siècle.

Autre tarte à la crème, le développement des services. Mais le tertiaire licencie lui aussi et va le faire de plus en plus massivement. Écoutons J. Gandois, industriel bien connu, qui a présidé la commission "Compétitivité française" dans le cadre de la préparation du XI^{ème} Plan.

« Il faut voir aussi si on peut créer une demande supplémentaire. Est-ce qu'il est possible, par exemple, de relancer un certain nombre de services ? Nous sommes l'un des pays industrialisés qui ont supprimé le plus de services, au sens de l'aide et du sourire. Tous les services simples ne sont pas forcément dégradants pour la dignité de l'individu dès lors qu'il y a la notion d'aide et de sourire. La difficulté est qu'un nouveau développement des services implique des modifications de comportement et des réaffectations de ressources. Si vous créez des services nouveaux de proximité et que, les gens n'ayant pas envie de les payer, vous devez recourir à de nouveaux prélèvements obligatoires pour les financer, le bilan global est fortement négatif. Vous allez détruire autant d'emplois que vous allez en créer ! Mais la demande est réelle ». Autrement dit, ça pourrait marcher et être en même temps utile, à condition de trouver les financements nécessaires. Difficile sans toucher à la sacro-sainte monnaie !

Étendre la solidarité, bien sûr, mais qui va payer ? Écoutons encore J. Gandois : *« Si nous avons des entreprises qui sont des îlots parfaitement compétitifs mais qui paient une charge de solidarité écrasante, elles ne seront plus compétitives... Le vrai problème ce sont les charges de la solidarité. Certains hommes politiques se demandent si nous ne sommes pas dans le contraire d'un cercle vertueux, un engrenage destructeur où le chômage crée de plus en plus de charges qui*

pèsent sur les entreprises qui, du coup, licencient... Le consensus se déchire entre ceux qui sont nantis, protégés, riches et ceux qui sont pauvres. »

C'est justement là tout le problème que négligent ceux qui proposent des solutions telles que le deuxième chèque, le revenu d'existence... sans toucher à la monnaie.

L'expérience de Vierzon

Elle est particulièrement significative de l'inanité des solutions proposées jusqu'ici. Pour venir à bout du chômage, une petite ville autrefois prospère, s'est lancée dans "la rébellion contre la fatalité"

« Un mot d'ordre, un seul : tuer la bête. Par tous les moyens. En la combattant pied à pied, avec méthode et entêtement. En renouvelant sans cesse la palette d'actions et d'instruments de guerre, en affinant constamment le dispositif. Et en associant à ce mouvement tous les acteurs économiques et la population. Dans cette histoire, c'est peut-être le plus impressionnant : l'obsession de la concertation, de la coopération et du partenariat... Pourtant, c'est bien cela : la tentative d'une mobilisation exemplaire avec, dans ce fief si longtemps communiste, une sorte d'union sacrée entre pouvoirs publics, syndicalistes, enseignants et chefs d'entreprise. » C'est qu'en effet la situation était grave. De 3,5 % en 1975, le taux de chômage passe à 9,1 % en 1982 et à 11,3 % en 1986. La région s'étiolle, vieillit et se dépeuple. Pourtant, grâce à l'ouverture, au dynamisme et à la disponibilité d'un homme, Max Albizzati, ancien maçon devenu patron d'une entreprise de bâtiment, fondateur du mouvement "Arc en ciel" dont le but est "d'aider au mieux vivre et développer l'emploi sur le pays de Vierzon", toute une série de structures nouvelles voient le jour à Vierzon sous l'égide du comité de bassin d'emploi : pépinières d'entreprises, agence de développement et de promotion de Vierzon, opération Point Chances, Observatoire local Emploi-Formation, Forum des métiers, Jury permanent de candidatures, Centre Régional d'initiative et de transfert de technologies, Zone de transferts techniques et technologiques, Zone d'accueil et de guidance... Tout cela permet certes la création de quelques entreprises et de quelques emplois mais rien n'y fait. *« les chiffres du chômage sont là. Effrayants. Consternants. Son taux est aujourd'hui de 12,7 %, triste record de la région Centre. La part des chômeurs longue durée demeure stable et s'établit autour de 31,5 % - 30 % des emplois d'ouvriers non qualifiés ont été supprimés en quatre ans. En valeur absolue ce sont 1.159 emplois qui ont disparu entre 1982 et 1990 ».*

C'était pourtant un combat exemplaire engagé par toute la population de manière tout à fait démocratique.

Alors que faire ?

Réduire massivement la durée du travail, sans perte de pouvoir d'achat et répartir le travail restant à assurer entre le plus grand nombre possible de gens. C'est de l'utopie ? Peut-être, mais puisque plus rien ne marche, ça vaut la peine d'essayer.

Naissance et mort du capitalisme

par René Marlin

Les vastes systèmes qui régissent ce que nous appelons maintenant l'économie ne naissent et ne meurent pas brutalement comme les vivants. Ils apparaissent et disparaissent progressivement mais, à l'échelle des siècles, la différence n'est pas très sensible. Les sociétés humaines ont connu l'esclavagisme, le servage, le corporatisme et le capitalisme. Pas plus que ses prédécesseurs, ce dernier sera éternel ainsi que certains essaient de nous en persuader.

Je vous propose de nous intéresser, ce mois-ci, à l'apparition de ce que J. Duboin appelait le régime des prix-salaires-profits ; ce que les Verts nomment, avec d'autres, le productivisme et qu'ils ne paraissent d'ailleurs pas, contre toute évidence, identifier inéluctablement à l'organisation présente de la finance-économie.

La marche vers le capitalisme

Les origines du système se situent, pour la plupart des historiens de l'économie, après le féodalisme, vers la fin du 15^e siècle (1). C'était le temps où l'église catholique réprouvait le prêt à intérêt. D'où le choix des professions de l'argent par les membres des autres confessions religieuses. «... Ce métier de prêteur sur gages est, à l'époque, une occupation normale de certains juifs, parce que c'est une des rares activités que les autres leur laissent exercer ! Il n'y a là aucun attrait juif particulier. Au contraire, seulement la contrainte des autres à qui ce métier est nécessaire, mais qui, sachant la haine qu'il vaut à celui qui s'y adonne, le font faire à leurs ennemis... » écrit Jacques Attali dans *"Un homme d'influence"* biographie de Sir Siegmund G. Warburg (2). De cette option historique, il reste évidemment quelque chose aujourd'hui et elle ne fut pas étrangère au développement financier lors des siècles suivants.

Mais il semble qu'un autre événement religieux eut une importance encore plus fondamentale. Il s'agit de la réforme protestante. Nous ne nous intéresserons évidemment ici qu'à ses implications économiques et, en particulier, nous constaterons que le point de départ de la nouvelle religion fut la question des indulgences. Lorsque le dominicain Tetzel (3) se mit à prêcher en Allemagne, la vente des indulgences en vue de l'achèvement de la basilique Saint Pierre de Rome, il déclencha une violente réaction de la part de Martin Luther (4) qui s'y opposa pour des raisons évidentes de morale. Il fit afficher ses 95 thèses, le 31 octobre 1517, sur les portes de l'église de Wittenberg. C'était l'origine de l'église réformée et donc de la banque protestante.

Ethique religieuse et capitalisme

Il n'était pas évident de faire une relation entre *"l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme"*. Pourtant le philo-

sophe allemand Max Weber écrivit, en 1904, un ouvrage qui porte ce titre (5). Madame Lucette Levan (6) a prononcé, le 11 février 1993, à la mini-université de Boulogne-Billancourt, une conférence sur ce sujet. Nous nous référerons aux idées exprimées par Mme Levan pour ce paragraphe.

Max Weber commence donc par constater qu'avec Luther et Calvin dit Calvin (7) le protestantisme rompt avec l'imagerie médiévale sur la réprobation biblique du mercantilisme (Jésus chassant les marchands du temple) et de la richesse (parabole du chameau et du chas de l'aiguille). Au contraire, et surtout chez les calvinistes, la richesse est le signe de la grâce divine. L'homme n'est que l'administrateur des biens qui lui sont prodigués. Il doit les gérer parcimonieusement, épargner et réinvestir. Le commerçant calviniste, s'il veut être sanctifié, doit donc faire preuve de la plus grande probité. Il a le devoir de s'adapter au marché et de redoubler d'efforts pour réussir.

Dans la même perspective, le travail est une vocation et a donc priorité sur les loisirs. Les banquiers protestants sont des travailleurs acharnés et austères. Ce fut le cas notamment de Rockefeller, qui donna l'exemple de la distribution d'une grande partie de sa fortune immense à des instituts et fondations humanitaires. En complément, toujours pour les protestants de cette époque, l'ouvrier devait évidemment accepter la préférence divine et s'associer à l'ascèse patronale, ce qui assurait des rapports sociaux très tempérés.

Ce style de vie fut évidemment très favorable à l'apparition, puis au déferlement de la première révolution industrielle des 18^e et 19^e siècles et expliquerait, en totalité, d'après Max Weber, le succès, dans ce domaine, des pays anglo-saxons.

La conférencière en conclut justement qu'il s'agissait là d'une thèse idéaliste et spiritualiste que Max Weber voulait opposer à celle de Karl Marx qu'il connaissait fort bien. Elle fit remarquer également que l'on peut y voir une raison de la résistance des Anglais et des Américains du Nord à la pénétration du marxisme.

Une autre explication

D'autres idées peuvent être avancées sur les causes de cette évolution. Il s'agit principalement de l'existence, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et dans le Nord de la France, des sources d'énergie et de matières premières nécessaires à l'industrie : le charbon et le minerai de fer. Même si l'on peut objecter que d'autres régions, comme l'Oural ou la Mandchourie, par exemple, auraient été fort propices également à l'apparition des fabriques, il faut ajouter que, en Europe Occidentale, à l'époque dont nous parlons, des découvertes scientifiques et techniques capitales vinrent rendre pos-

sibles et profitables l'exploitation des richesses minières. «...La technique est reine, c'est elle qui change le monde» affirme Fernand Braudel (8). Ce fut le cas de la machine à vapeur (1705-1707), du moteur électrique (1860) et du moteur à explosion (1862), pour ne citer que les principales, bientôt suivies par des milliers d'autres dans tous les secteurs de la sidérurgie, du textile et de la construction électrique et mécanique notamment. La conjonction unique de ces deux éléments fut certainement fondamentale pour la multiplication des entreprises. Elle devait assurer la prospérité des capitalistes lors des trois révolutions industrielles : celles du début du 19^e, de la fin du 19^e et du 20^e siècles que l'on distingue généralement, d'une manière arbitraire nous semble-t-il.

Quant à décider laquelle des deux thèses que nous venons d'exposer est la plus convaincante pour expliquer la naissance, puis l'évolution foudroyante du régime capitaliste, nous proposons d'admettre qu'elles ont toutes deux leur intérêt, qu'elles ne sont pas contradictoires et au contraire, se complètent.

La situation actuelle

Lucette Levan, la conférencière précitée, remarquait que la rénovation du capitalisme actuellement en cours en Extrême Orient : Japon, Corée, Hong-Kong et autres Singapour, ne devait rien au protestantisme. Elle observait que l'attitude des Japonais en particulier : refus des vacances, travail "bénévole" des jeunes filles pendant cinq ou six ans, zèle envers les employeurs, etc. ressortait d'autres mœurs liées au nationalisme et peut-être au shintoïsme ou au bouddhisme. Elle pensait donc que la thèse de Max Weber serait vraie au départ du régime capitaliste, mais non plus dans sa situation présente. Elle ajoutait que, néanmoins, même les Japonais commencent à s'ouvrir à la société de consommation. Pour leur propre bénéfice, les industriels obligent leurs salariés à prendre des vacances et à se reposer dans la journée ayant constaté probablement que leur rendement n'en était ensuite que meilleur... Mme Levan déclarait enfin que du travail de plus en plus productif, à un rejet du travail et de celui-ci à une nouvelle civilisation des loisirs, il n'y avait que quelques pas vite franchis. Elle se rapprochait donc de nos idées sans les connaître.

Nous ne décrivons pas ici l'état du régime capitaliste. Mois après mois, nos lecteurs ont suivi ses contradictions, ses turpitudes et les subterfuges utilisés pour sa survie. Seuls quelques attardés en défendent l'existence. Dans un article datant de presque un an, l'inénarrable Paul Fabra (9) avançait l'idée suivante : "Capitalisme : pas un système, une fonction". Tout en lui reconnaissant quelques faiblesses dues plus à l'incapacité des dirigeants politiques qu'au principe lui-même, il tirait à boulets "rouges" sur le socialisme dont, il est vrai, l'Union Soviétique a présenté, surtout depuis la dernière guerre, une caricature repoussante. Paul Fabra croit

encore à sa "chère économie de marché" qui n'existe que dans sa théorie imaginaire. Il croit encore à la "liberté" des opérateurs et au spontanéisme du phénomène financier. Bref, pour lui, le capitalisme a vaincu ce qu'il écrit avoir été le socialisme marxiste. Il s'impose car il n'y rien d'autre.

L'avenir et la fin

Plus sérieusement, nous ne nierons pas les apports indéniables du régime : c'est lui qui a permis, nous venons de l'indiquer, l'apparition d'un potentiel d'abondance que l'humanité n'avait pas connu jusque là : c'est lui qui continue à recèler une capacité d'innovation incomparable, mais catastrophique à bien des égards, par exemple pour l'écologie et la planète. Au prix de deux guerres mondiales qui ont fait respectivement, devons-nous le rappeler, 22 et 60 millions de morts civils et militaires, il a réussi à se maintenir.

Mais le chômage frappe maintenant 32 millions de personnes dans l'ensemble des pays industrialisés, dont 15 dans la seule CEE. Il s'approche d'une moyenne de 10 % de la population active selon les chiffres officiels dont on sait qu'ils sont sous-estimés largement ; il suffit de voir que le nombre de chômeurs dans l'ancienne RDA et dans les nouveaux pays industrialisés d'Extrême-Orient est inconnu tellement il augmente ou en raison de l'absence de statistiques fiables (10).

Enfin la dette publique des PED excède 1.350 milliards de dollars, celle des Etats-Unis seule atteint 4.000 milliards de dollars et celle de la France 400 milliards de dollars. La déflation pointe dans tous les pays et le protectionnisme se répand. Nous sommes en 1929. L'on sait que le capitalisme n'a pu se sortir provisoirement de cette crise que par la seconde guerre mondiale. Comme une telle solution (?) n'est plus acceptable, en raison de la prolifération nucléaire, l'on peut penser, sans qu'il soit possible de prévoir un délai, que le système va vers sa fin.

A nous de faire que la transition vers un régime économique plus démocratique, plus juste et plus humain, s'effectue sans trop de ruines et de catastrophes.

(1) Voir en particulier "Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours" par Michel Beaud. Points Economie. Ed. du Seuil.

(2) Editions Fayard. 1985. Voir GR n° 859.

(3) 1465-1519

(4) 1483-1546

(5) Réédité en français par Presses Pocket. Plon. Collection Agora 1990.

(6) Maître de conférences à l'Université de Paris I

(7) 1509-1564

(8) Dans "Civilisation matérielle, économie et capitalisme" Tome 1 page 382. Ed. Armand Colin. 1986.

(9) Le Monde, 28 avril 1992.

(10) Voir dans ce numéro, l'article "Que se passe-t-il en Allemagne ?".

De Berlin, le témoignage de notre correspondant :

En direct d'Allemagne

par Johann WEISS

J'avais intitulé mon dernier rapport sur l'économie en Allemagne de l'Est "De la crise à la catastrophe"(1). Eh bien, un an après, nous y sommes en plein, dans la catastrophe! Elle est totale.

L'industrie est détruite : il n'y a plus que 23 % de l'appareil industrie qui fonctionnent : 77 % de la force productive ont été liquidés. On peut parler de la désindustrialisation de l'Allemagne de l'Est où travaillaient 9 millions de personnes. Il y en a moins de 4 millions aujourd'hui. Dans la commune de Kleinmachnow, de la banlieue de Berlin où j'habite, il y avait trois grosses entreprises d'électronique (automatisation de machines), employant 30.000 ouvriers. Toutes les trois ont été liquidées, vendues au prix de l'immobilier (au prix du terrain). Cela fait 30.000 chômeurs et il n'y a pas d'autre industrie, le taux de chômage ici est de 70 %.

Le gouvernement de Bonn fait tout ce qu'il peut pour cacher cette situation désespérée et lance dans ce but des informations optimistes qui ne sont que mensonges. La statistique officielle est de 1,2 millions de chômeurs en Allemagne de l'Est. A ce chiffre il faut ajouter d'abord 600.000 personnes analogues aux TUC. Plus 400.000 travailleurs à temps partiel. Il y en a aussi dans les pays capitalistes, mais ceux d'ici ont un temps partiel... nul, on les laisse dans les entreprises et on les paie pour qu'ils n'apparaissent pas dans les statistiques du chômage. Ajoutons encore tous ceux qui ont dû prendre une retraite anticipée. L'âge de la retraite pour les hommes est de 65 ans, mais une nouvelle disposition le ramène à 55 ans et cela fait 400.000 pré-retraités qui n'apparaissent pas dans les statistiques du chômage. Ajoutons 400.000 personnes pour lesquelles on a organisé des cours de formation en informatique et ...ménage (!) à seule fin qu'ils n'apparaissent pas non plus dans les statistiques, mais un an après la fin de ces cours de formation, il n'y a pas de travail pour eux.

On arrive ainsi à trois millions de chômeurs, en Allemagne de l'Est. Avec ceux de l'Allemagne de l'Ouest, cela fait actuellement 5,3 millions. Avec les licenciements en cours, on peut estimer à 6 millions ce chiffre pour 1993. C'est le chiffre du chômage en 1930 qui amena le fascisme. Alors on peut s'attendre pour l'avenir à de sérieux troubles sociaux ici.

Ce calcul du chômage n'est pas ma marotte personnelle. Tout le monde, les journaux, la télé, donnent des rapports détaillés. Mais Bonn continue à publier chaque mois des chiffres complètement irréalistes : 1,2 millions de chômeurs ! Le public s'habitue à ces mensonges. Avec ces chiffres faux, les statistiques donnent 10 % de chômage au lieu de 40 à 50 % et même 70 % dans les centres industriels. Ajoutons le million de gens qui ont déménagé de l'Est vers l'Ouest depuis Novembre 1989, malgré le chômage en Allemagne de l'Ouest, ils trouvent du travail parce qu'ils se vendent meilleur marché

que les Allemands de l'Ouest.

Le système que nous avons pour les montants des salaires est en grande partie détruit. Les syndicats ont perdu leur influence et 500.000 personnes qui habitent encore à l'Est travaillent à l'Ouest, surtout à Berlin... La population de l'Allemagne de l'Est est tombée de 17 à 15,5 millions et cela va continuer parce qu'il n'y a pas d'espoir ici où les salaires ne sont que 50 à 60 % de ceux de l'Ouest alors que les prix sont les mêmes.

L'instrument de cette destruction systématique s'appelle la Treuhand. On n'avait jamais vu une organisation pareille : cet organisme privé a reçu les pleins pouvoirs pour disposer des 10.000 entreprises socialistes de la RDA et il vend ces entreprises à qui lui semble bon. Cette escroquerie ne se compte plus en millions de Marks mais en milliards, en centaines de milliards. On évaluait l'industrie de l'ex-RDA à 1.800 milliards de Marks. Or cet été, la Treuhand estimait à 82 millions de Marks la valeur de ces 10.000 entreprises ! Mensonge grossier. L'estimation d'une entreprise industrielle est souvent difficile, on pouvait sans doute corriger ce chiffre de 1.800 milliards de Marks. Mais le réduire à 82 milliards, c'est grotesque, c'est de la provocation! Bonn, dans sa haine, veut prouver que l'industrie socialiste de la RDA ne valait rien. Alors que l'industrie de la RDA avait le 10ème rang mondial. Tout cela est aujourd'hui détruit, pillé. Un pays dévasté...

Bonn déclare avoir transféré des milliards de Marks en Allemagne de l'Est, mais ne dit pas que ces milliards sont rentrés immédiatement à l'Ouest : en 1991/92, l'Allemagne de l'Est est devenue un nouveau marché pour l'Allemagne de l'Ouest qui lui a vendu deux millions d'automobiles pendant ces deux ans. Les grandes chaînes commerciales ont gagné des milliards en vendant exclusivement des produits de l'Ouest. L'assurance Allianz a pris onze millions de contrats d'assurance de la société d'Etat, la Deutsche Bank a créé 250 filiales en Allemagne de l'Est. Sans ce marché de l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest serait tombée dans la récession internationale deux ans plus tôt. L'unification n'était pas un sacrifice pour l'Allemagne de l'Ouest mais un énorme profit. A la différence des milliards allant de l'Ouest à l'Est qui étaient payés par l'impôt, les profits allant de l'Est à l'Ouest aboutissaient dans les poches de capitalistes privés.

Mais maintenant la destruction de l'économie est-allemande va avoir une influence très inégale à l'Ouest, elle va en changer la situation économique, politique et culturelle et va y entraîner une crise générale.

Dans de telles conditions, l'Allemagne devient plus agressive, plus nationaliste et plus expansive. Elle veut dominer l'Europe et elle est en bonne voie de le faire.

(1) voir GR N° 900 de mai 1991

En finir avec le "débrouillez-vous !"

par Jean Bourdette

On sait que Yahvé dit à Adam, chassé du paradis terrestre : « Tu gagneras désormais ton pain à la sueur de ton front »... Pour que cette injonction divine ait paru à nos ancêtres équitable, quoique dure, et qu'ils en aient fait la base de leur morale, encore fallait-il que le pain fut effectivement assuré à quiconque avait dispensé sa sueur en produisant les biens nécessaires à la vie, ce qui n'a été que rarement le cas, en France notamment, et encore moins aujourd'hui, comme nous allons le voir. Malgré l'énorme valeur ajoutée du travail qu'ils ont fourni, les plus productifs de nos concitoyens, comme les scientifiques, les ingénieurs, les techniciens de haut niveau, etc... s'entendent dire, dès qu'ils ont perdu leur emploi, souvent à cause même du progrès technologique qu'ils ont engendré par leur labeur de toute une vie : « Si vous ne trouvez pas de travail, tant pis pour vous, débrouillez-vous ! ». Un bref rappel historique nous montrera que c'est en France, malheureusement, parmi quelques autres nations de culture latine et de tradition catholique, que le travail humain a toujours été le plus mal récompensé, par contraste avec les pays nordiques, germaniques ou scandinaves, de tradition protestante. Rien d'étonnant à ce que le fond des discours que leurs gouvernants, qu'ils soient "de droite", ou, ce qui est pire, se disent "socialistes", assènent aux Français depuis des décennies se résumant à ce commandement : « Produisez et payez ! Mais ne soyez pas payés ! ». Tous ceux d'entre nous qui ont fait leur service militaire se souviennent de cette "histoire drôle" de corps de garde : celle de la jeune recrue souffre-douleur de ses camarades et du gradé chef de chambrée, lequel l'inscrit chaque matin "de corvée de jus", puis, lorsqu'il revient des cuisines chargé comme un baudet, et sans lui laisser le temps de consommer sa juste part, lui ordonne aussitôt une autre corvée. Lorsque le malheureux rentre de celle-ci, espérant enfin se restaurer, les autres ont tout pris et il ne lui reste plus rien, de sorte que c'est celui-là même qui nourrit ses semblables qui doit toujours se priver de tout. La morale, si j'ose dire, de cette histoire, le « Nourrissez tous les autres, mais mourez de faim vous-mêmes... », fut, hélas, une réalité institutionnalisée, il y a un peu plus de mille ans, sous la forme de l'asservissement de la classe paysanne sous le système féodal, apparu en France précisément pour la première fois, à l'époque de la décadence des Carolingiens. Le servage féodal devait être, avant le communisme stalinien, la plus grande et la plus inique entreprise de spoliation de tous les temps, en plus d'un non-sens économique et, à l'inverse de l'esclavage, basé uniquement sur le rapport de force armée et imposé à des ennemis ou à des infidèles vaincus, fut imposé par des chrétiens à d'autres chrétiens. Contrairement à l'esclavage, apparu dès la plus haute antiquité sous les latitudes chaudes où le tra-

vail personnel est pénible, et qui imposait au moins au maître l'obligation d'assurer la nourriture et l'entretien de ses esclaves (tout comme celle du laboureur envers ses bêtes de somme), le servage exemptait le seigneur, propriétaire absolu de tout ce qui vivait sur son fief, végétaux, bêtes et humains, de toute responsabilité quant à la subsistance de ces derniers, les serfs, auxquels il imposait pourtant à discrétion le travail gratuit ! Ceux-ci ne pouvaient donc manger que ce qui restait, s'il restait quelque chose, après le passage de l'intendant du seigneur et ses prélèvements "à merci", ne disposant en quelque sorte pour eux-mêmes que d'un simple "droit de glane", comme Ruth sur le champ de Booz. En période de mauvaises récoltes, comme il n'était pas question, pour les seigneurs, de partager la pénurie, ceux-ci raffalaient pour eux-mêmes et leurs gens le peu d'aliments disponibles, et il ne restait rien à manger à ceux qui les avaient produits, comme pour le jeune soldat de l'histoire citée plus haut...

Ainsi, les terribles famines du Moyen-Âge, à l'inverse de celles qui auront lieu plus tard sous l'ère industrielle, sévissaient-elles surtout dans les campagnes, parmi les paysans, placés pourtant à la source de toute nourriture ! A ce propos, au moment où l'on nous rebat les oreilles, le pape en tête, des prétendues "valeurs chrétiennes", on ne peut passer sous silence le rôle équivoque joué alors par l'Eglise catholique romaine.

S'il est vrai que le Christ a fondé la première religion s'étant donné pour but de rendre les hommes meilleurs et plus justes, il faut convenir qu'à peine avait-il quitté ce monde qu'il fut trahi, et que son idéal fut détourné, par ceux-là mêmes qui se réclamaient de lui, et d'abord par Saül de Tarse, que l'Eglise appelle "Saint Paul".

Il est faux que la fameuse conversion de celui-ci, sur le chemin de Damas, ait été un "divin miracle". Elle résultait plutôt de son opportunisme et de son pragmatisme. Paul, citoyen romain, voulait faire accepter la nouvelle religion par le pouvoir politique de Rome. Ses accointances avec Narcisse, favori tout puissant de l'empereur Claude, avaient pour but de séduire le souverain avec des perspectives rassurantes : les innombrables esclaves de Rome (bien plus nombreux qu'un siècle plus tôt, et même plus que les Romains libres) convertis par leur maîtres au christianisme et à ses principes de résignation, de non violence, et d'espoir dans le paradis après la mort, travailleraient beaucoup mieux et, surtout, ne risqueraient plus de se révolter comme sous Spartacus ! Paul, dans ses "épîtres", recommandait donc la soumission aux puissants et approuvait l'esclavage : « Que toute personne soit soumise aux pouvoirs établis, car ceux-ci sont intitulés par Dieu » (Romains 13-1). « Que les esclaves soient soumis en tout à leurs maîtres » (Tite 2-9).

(SUITE DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO)

Sur la question des "Droits de l'Homme"

par Rosan Girard

Le journal "Le Monde" du 26 novembre 92 a consacré toute une page à un Appel à l'adhésion à une Association dénommée "Nouveaux Droits de l'Homme" dont M. Pierre Bergis est le Président et l'Académicien Léopold Sedar Senghor, ancien Président de la République du Sénégal, le Président d'Honneur.

L'appel à l'adhésion est lui-même très court, trop court nous semble-t-il, et pas du tout explicite sur ces "Nouveaux Droits de l'Homme" à conquérir. Le gros de la page du journal est occupé par les noms et qualités des éminentes personnalités françaises et étrangères, de tous horizons et de disciplines diverses, ayant donné leur accord avec le juste et noble combat qu'entend mener l'Association.

Voilà donc le problème des Droits de l'Homme posé, encore une fois, en termes d'universalité et à l'initiative de l'Intelligentsia du peuple français... Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que la grande révolution française a formulé les Droits de l'Homme et du Citoyen et, parmi ces droits, un essentiel : le droit de propriété. Les révolutionnaires pacifiques français et étrangers de 1992, ne parlent, eux, que de "Nouveaux Droits de l'Homme". Pas question explicitement de Droits du Citoyen, mais on peut valablement conjecturer que dans l'esprit de ces nouveaux Croisés Républicains Humanistes, les Droits du Citoyen sont sous-entendus. Pourtant Droits de l'Homme et Droits du Citoyen ne s'identifient pas aux yeux de tous les analystes. Ils se distinguent et même s'opposent au regard d'une analyse en profondeur que Marx est le premier et le seul, à notre connaissance, à avoir faite dans un Essai de jeunesse paru en 1843 : "A propos de la question juive".

Ici une citation très éloquente tirée de cette œuvre s'impose : (toutes les parties en gras sont soulignées dans le texte original). «*La Constitution de l'État politique et la désagrégation de la société civile en individus indépendants... s'accomplissent en un seul et même acte. Mais l'homme en tant que membre de la société civile, l'homme non politique, apparaît nécessairement comme l'homme naturel : les Droits de l'Homme apparaissent comme des droits naturels, car l'activité consciente se concentre sur l'acte politique. L'homme égoïste est le résultat passif, tout trouvé, de la société dissoute, ... donc objet naturel. La Révolution politique dissout la vie civile en ses éléments constitutifs sans révolutionner ces éléments eux-mêmes et sans les soumettre à la critique.*

Elle se rapporte à la société civile, au monde des besoins, du travail, des intérêts privés, du droit privé, comme au fondement de son existence, comme à un principe exempt de toute justification, donc comme à sa base naturelle. Voilà enfin l'homme, membre de la société civile, qui s'affirme comme l'homme proprement dit, comme l'homme distinct du citoyen, car il est

l'homme dans son existence immédiate, sensible et individuelle, tandis que l'homme politique n'est que l'homme abstrait, artificiel, l'homme comme personne allégorique, morale. L'homme réel n'est reconnu que sous l'aspect de l'individu égoïste et l'homme vrai que sous l'aspect du citoyen abstrait (1).»

Dans cette citation, Marx met en évidence l'essence de la Démocratie politique ou Démocratie bourgeoise. Elle est faite d'une dualité opposant d'un côté le citoyen abstrait, défenseur de "l'intérêt général" qui vote le Droit et de l'autre côté, le Membre égoïste de la société civile qui, pour défendre son droit de propriété notamment, et les avantages qui y sont liés, transgresse l'intérêt général, en faisant triompher, tout à fait légalement aussi, en application de ses droits naturels universels d'homme, son intérêt particulier et principalement son intérêt particulier de propriétaire exploiteur.

A une époque où il est si courant d'entendre sentencieusement proclamer "la fin des idéologies", il nous incombe de faire remarquer d'une part, que tant que la société humaine restera antagonique... il y aura toujours des idéologies plus ou moins dissimulées... qui s'affronteront : les idéologies que constituent des systèmes plus ou moins structurés et plus ou moins cohérents d'idées, exprimant et défendant les intérêts en conflit dans la base matérielle de la société. D'autre part, que les concepts de liberté, de droits de l'homme, de souveraineté du peuple, de Démocratie, d'émancipation politique, d'État de Droit, etc. constituent une partie du contenu de l'idéologie qui sous-tend la domination de la classe bourgeoise depuis qu'elle s'est instaurée. Cette idéologie a pour fonction sociale d'occulter le fait que pour le plus grand nombre, c'est le non-Droit, la non-propriété, la non-liberté, la non-souveraineté.

On peut s'en convaincre aisément en s'interrogeant sur le point de savoir combien d'hommes, parmi les cinq milliards 400 millions d'habitants de la planète ou même parmi les quelque 55 millions de Français, jouissent effectivement et concrètement du droit de propriété, du droit au travail, du droit au logement, de la liberté d'aller en vacances, de voyager, de la liberté de ne pas travailler, etc. Il nous faut tout de même reconnaître qu'il y a dans certains pays démocratiques, comme la France, les pays nordiques, la Suisse, les Etats-Unis, par exemple, des libertés et droits réels, concrets, bien appréciables, quoique peu nombreux, peu substantiels, et dont une partie seulement des citoyens jouit d'ailleurs. Parmi ces droits et libertés, le droit peu efficace d'élire les "dirigeants" politiques, délégués de la "souveraineté" du peuple et qui gèrent les intérêts des véritables détenteurs de la souveraineté : les dirigeants économiques dominants, légalement autorisés à faire fructifier le capital financier cosmopolite par le prélèvement de la plus-value générale et de ses formes particulières : le profit, l'intérêt, la rente foncière, etc.,.../...

(suite de la page précédente)

Mais la plupart des hommes de la planète ne jouissent pas de droits réels, concrets, fondamentaux, comme le droit permanent et ininterrompu à un travail, à un logement, à un revenu pour se nourrir et nourrir leur famille.

Et la lutte pour les "Droits nouveaux de l'Homme" ne peut avoir un sens, que si elle s'assigne pour objectif fondamental de se dégager de la sphère étriquée et mystificatrice de l'émancipation politique, pour réaliser l'émancipation économique qui postule qu'on en finisse avec la société marchande pour le profit, devenue destructrice pour l'humanité tout entière.

Nous attendons donc que l'Association "Les Nouveaux Droits de l'Homme" précise sans équivoque si l'objectif qu'elle entend poursuivre, est bien une société planétaire post-capitaliste au cours du 21^e siècle, condition sine qua non de l'attribution à tous les Hommes de Droits non théoriques, mais réels, concrets.

Par ailleurs, l'entreprise, louable en soi, tendant à mobiliser l'opinion démocratique et progressiste pour la conquête de "Nouveaux Droits de l'Homme", nous paraît, en un certain sens, critiquable par omission. A une époque où s'accroissent les travers individualistes et où tant d'êtres humains sont déterminés par les imperfections et les tares de la société antagonique, à n'écouter que la voix de leur égoïsme ontologique, à une époque où la conscience morale est en voie de dissolution accélérée, il nous paraît regrettable et anormal d'oublier que l'homme - individu et être social - n'a pas que des Droits mais aussi des Devoirs.

· (Œuvres - Pléiade - tome 3 - page 372)

Rapport sur le RMI

Nous avons annoncé, à l'issue de notre participation au congrès de l'association BIEN, en septembre dernier, la publication de l'intervention de **Patrick Viveret**, sur les conclusions du Rapport sur le RMI, parce qu'elle nous avait semblé particulièrement intéressante. L'auteur nous avait donné son accord, en présence de Y. Bresson, organisateur local du congrès, qui s'était alors engagé à nous en transmettre le texte dès que celui-ci aurait été tapé. Nous n'avons toujours rien, malgré nos relances. Mais nous venons d'apprendre que l'association Aire a l'intention de publier l'ensemble des textes du congrès dans *Economica*. Elle cherche pour cela une subvention de 60.000 F. Alors nous avons quelque doute que la promesse faite soit tenue....

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour l'Économie Distributive
a publié la brochure
"Muter ou chuter"
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gossat, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'Économie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

EDEN

Équipes pour la Diffusion
d'une Économie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

Résistance à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

TRANSVERSALES Sciences/Culture

29, rue Marsoulan
75012 PARIS

pour son numéro spécial, Garantir le revenu

fait un prix pour les abonnés
de la GR s'adressant
au journal : 100F. franco.

FRAGMENTS

Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Sault
59800 LILLE

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

AGIR ICI

pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

Jean-François Mathieu est distributiste depuis un demi-siècle. En 1968, avec des abondancistes, il avait monté un stand à la Sorbonne. Un militant solide, donc. Puis le temps a passé, la crise est survenue, le libéralisme Reaganien est passé par là. J-F Mathieu, qui n'a jamais milité que pour l'économie distributive, s'est un peu découragé, a beaucoup réfléchi à ce qu'il était possible de faire, compte tenu de l'évolution du monde et des esprits. Pour notre ami, l'Économie Distributive reste vraie sur le fond et sur le long terme, mais il pense que c'est trop beau sur le court terme, au moins certains aspects de l'ED. Quel langage pouvons-nous tenir, après la fin du communisme et le triomphe (même fragile) du capitalisme au niveau planétaire, sans être soupçonnés d'utopie, ou pire, de naïveté?

Voici quelques passages de sa lettre de 15 pages. Nous avons essayé de préserver une continuité de développement de sa pensée en ne gardant qu'une petite partie du texte. André Prime

J'ai eu l'occasion, l'été dernier, de rencontrer René Dumont. Je lui rappelai l'avoir connu à la fin des années 40 au MFA de Jacques Duboin, et lui demandai les raisons de son silence depuis lors sur l'œuvre de notre ancien maître. Hélas, m'a-t-il répondu, Duboin était un utopiste... Pour les initiés que nous sommes, quelles que soient les péripéties, et sans doute les tragédies, par lesquelles l'humanité devra encore passer avant d'accéder à la sagesse distributive, il ne fait aucun doute que l'œuvre de J. Duboin sera tôt ou tard reconnue comme celle d'un prophète clairvoyant. Il a découvert le grand passage obligé. Mais nous devons savoir que tout cela n'est vrai qu'à l'échelle historique... A propos de la conspiration du silence sur l'œuvre de J. Duboin : J'ai beau consulter les encyclopédies, les dictionnaires spécialisés, les ouvrages exhaustifs des théories économiques, rien ne transparait. Black-out total. Je tombe un jour sur un modeste petit "Que sais-je?" intitulé "L'abondance est-elle possible?" Le titre est trop beau, j'achète illico, je feuillette fébrilement... Pas un mot, pas une ligne sur J. Duboin et son œuvre.

Nos démonstrations critiques font mouche tellement elles sont évidentes... L'ennui, c'est que toute cette rhétorique s'effondre comme château de cartes en fin de séance, au moment même où nous faisons sortir notre lapin du chapeau : la séduisante économie distributive : adieu la crise... moins de travail... des loisirs pour tous... plus d'impôts... plus de concurrences, de luttes d'intérêts... plus de souci du lendemain, plus d'argent corrompeur... plus de marchands de canon... N'en jetez plus, c'est trop beau. Alors nous ne sommes même plus soupçonnés d'utopie, c'est pire, pour l'homme que le merveilleux indispose, nous devenons des naïfs...

Le malentendu prend alors toute sa dimension. Cherchons l'erreur. Il y a nécessité de revoir un peu notre copie et notre façon de faire.

Pour ce qui est de la copie, nous serions bien inspirés de déconnecter notre critique concernant le marché du travail de celle qui aboutit à l'abolition de la monnaie

Nous nous sommes si souvent posé les questions que justement pose ici J-F. Mathieu, ses réflexions sont si proches des nôtres et, vraisemblablement de la plupart de nos lecteurs, qu'il nous a paru utile de saisir l'occasion d'y réfléchir ensemble dans cette tribune qu'offre à tous notre journal, et de tenter d'y répondre de la façon la plus constructive possible.

Je me permets donc d'exprimer ici les réponses que me suggère sa lettre sur ces questions de stratégie, d'opportunité, de fond, à propos de nos propositions.

Marie-Louise Duboin

J. Duboin est passé pour un utopiste aux yeux de la majorité de ses contemporains. « Mon grand tort est d'avoir eu raison trop tôt ! » disait-il. Mais si l'on veut éviter une catastrophe, faut-il attendre qu'elle ait eu lieu ? L'opinion est en train d'évoluer, devant l'évidence des faits. J'ai rencontré également René Dumont il y a quelques années et lui ayant fait, probablement, la même réflexion que celle de J-F Mathieu, il m'a répondu « Mon seul souci aujourd'hui est de sauver de la faim le tiers-monde. Tout le reste est secondaire à côté. » Comme s'il était possible de sauver le tiers-monde tant que les pays dits civilisés n'auront d'autre objectif qu'une croissance aveugle qui a pour effet de contribuer à l'appauvrir ! Tout le monde n'évolue pas dans le même sens que René Dumont. Un exemple : ayant eu récemment l'occasion d'envoyer un document historique (le discours de J.D. le 22 mars 1922 devant la Chambre des Députés à propos de la nécessaire motorisation de l'armée), à un historien également Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, celui-ci m'a répondu : « Ces débats témoignent chez votre père d'une singulière et précoce lucidité... Il aura donc été un précurseur, hélas non suivi... Je dois dire... poursuit L. Mexandeau, que je connaissais pourtant Monsieur Jacques Duboin mais seulement sous l'angle de la théorie abondanciste qui pourrait, d'ailleurs... retrouver une certaine notoriété ». Très peu de manuels spécialisés citent J. Duboin. C'est vrai. Pourtant beaucoup plus de gens qu'on ne le croit en général ont entendu parler de ses thèses, mais bien souvent déformées. Un des problèmes rencontrés est qu'on ne peut pas empêcher quelqu'un qui vient de comprendre la nécessité et le mécanisme de l'ED d'imaginer toutes les possibilités qu'elle ouvre ni de rêver à la nouvelle civilisation qu'elle permet de développer. Alors, c'est évident, le nouveau distributiste passe aux yeux de son entourage pour un naïf s'il présente ainsi nos thèses...

Depuis peu, la nécessité du partage du travail devient une évidence pour beaucoup de gens confrontés "à ce qu'on appelle la crise". C'est la raison pour laquelle la première partie de notre thèse passe mieux qu'il y a seulement quelques années. Il reste à faire comprendre, sur ce point, que créer des emplois "pour l'emploi" n'a aucun sens, que nous entrons dans l'ère des loisirs, c'est-à-dire des activités choisies par goût et non plus pour leur "rentabilité" au sens financier du terme. Bref, que si l'humanité a su mettre au point des

thésaurisable. Les deux choses ne me semblent pas relever de la même urgence et encore moins de la même difficulté de réalisation. J-F Mathieu fait alors le constat que le monde actuel (avec le chômage et ses conséquences, délinquance, drogue, marginalisation, etc.) permet de discuter de thèmes qui nous sont chers "notre tasse de thé depuis toujours", précise notre camarade, notamment du partage du travail : voir écologistes avec la semaine de 35 heures et Fabius (il est temps, après onze ans de pouvoir !) avec la semaine de 4 jours. Mais toucher à l'argent... «Parce qu'en plus, voyez-vous, nous voudrions supprimer l'ARGENT ! Rien que ça!» Évidemment, sur le papier, pour balancer production-consommation, la monnaie fondante, ça fonctionne épatamment. Mais la petite tête des gens, elle, comment fonctionne-t-elle? L'argent, c'est le mythe absolu de tout un chacun... A cause de cette puissance mythique que nous affrontons ingénument, nous perdons rapidement tout crédit, et, ce faisant, nous compromettons toute chance de pouvoir nous faire entendre des décideurs les mieux intentionnés.

Et puis il y a les difficultés grandissantes de réalisation de notre projet dans le contexte international. J'ai bien peur que la mondialisation de l'économie ait radicalement chamboulé les données du problème.

Sans doute me suis-je trop laissé aller dans le rôle d'avocat du diable... Je sais que de nombreux distributeurs se sont efforcés d'affiner le projet en fonction de réalités nouvelles et sans se bercer d'illusions démesurées. La situation sociale évoluant conformément à notre analyse, nous voyons partout surgir des interrogations qui sont autant de dispositifs d'embrayage pour notre moulin. Commençons par changer nos méthodes de démarcheurs trop séduisants. Apprenons que l'ED n'est nullement un beau château à vendre clés en main, mais plutôt une succession de bastilles à faire tomber... La politique du "tout ou rien" ne mène nulle part... Devant les premières bastilles, nous ne sommes plus seuls, il y a déjà les contestataires, des attaquants. L'affrontement est en cours ou ne saurait tarder.

J-F Mathieu résume son point de vue : des trois idées majeures de l'ED, partage du travail (par le service social), revenu social et monnaie de consommation, les deux premières peuvent aujourd'hui facilement fournir matière à discussion. Mais il ajoute : Mais il y a le troisième point, la monnaie de consommation. C'est là que le bât blesse, c'est là que nous devenons interdits de paraître et c'est là que l'ED perd toute chance de figurer dans quelque programme que ce soit.

Il termine sa lettre par des réflexions sur l'ED et J. Duboin : **Je peux dire que cette révélation (l'ED) m'aura tenu en éveil toute ma vie.**

Malgré tout cela, J-F Mathieu, pour bien marquer son espoir sur le long terme, raconte : Je repense à mon ami, René Pasquet, que j'avais connu dans les couloirs du MFA de la grande époque. Un dernier soir de 1969, à l'hôpital Beaujon, avant de mourir la nuit même, d'un cancer, il m'en parlait encore (de l'ED) comme d'une aventure qui devait continuer.

esclaves mécaniques grâce au savoir-faire et à la maîtrise de l'information qu'elle a acquis, c'est pour s'en servir. Mais si on conserve la mentalité passéiste, selon laquelle le travail, l'emploi, sont la base de toute activité, le fondement de toute promotion sociale, bref la seule raison imaginable de vivre et d'évoluer, alors il est logique d'ajouter que le partage du travail signifie aussi le partage des revenus du travail. Et on en arrive à cette fureur qu'exprimait très récemment le secrétaire général du Syndicat des Cadres devant la proposition de Michelin de diminuer le salaire de ses cadres pour conserver un emploi à tous ses employés. Dans la mesure où la quantité totale de travail nécessaire à la production diminue, la quantité totale des revenus du travail diminue parallèlement, et partager le travail dans cet état d'esprit revient à partager la pénurie («on veut partager le chômage» disait, en colère, le porte-parole des cadres-ayant-encore-un-emploi). Il faut donc faire comprendre qu'il faut vraiment **dissocier les revenus du temps de travail**, c'est-à-dire partager entre tous la charge de travail qui reste et partager aussi entre tous parallèlement, mais de façon **dissociée**, la production et non plus les revenus. Même si cela implique une monnaie gagée sur la production. Même si c'est une idée encore difficile à faire passer.

Alors, c'est vrai, cela nous amène à nous affronter à la puissance mythique de l'argent actuel et c'est très dur. Faut-il pour autant attendre qu'il soit trop tard, pour n'avoir pas osé avoir raison trop tôt ?

Ceci dit, parlons quand même de stratégie. C'est idiot d'avoir une position absolue et dire «pour nous c'est l'ED tout de suite ou rien». Telle n'est pas notre attitude et la meilleure preuve en est notre participation à tous les mouvements que nous avons rencontrés, dont les propositions vont dans le bon sens. Par exemple l'association européenne BIEN qui propose une allocation universelle au niveau de l'Europe. Autre exemple, l'association "Europe 99" qui s'efforce de mettre au point un véritable projet de société prenant en compte les données actuelles de notre monde en pleine mutation. Enfin la proposition que nous avons faite en juin 91 d'un **contrat civique** permettant à tout citoyen de faire reconnaître son activité, même si elle n'est pas financièrement rentable, proposition applicable sans tout changer du jour au lendemain, et qui pourrait être appliquée en priorité aux agriculteurs et maintenant aux marins-pêcheurs, est encore une autre façon de faire évoluer les mentalités sans passer pour de doux et naïfs rêveurs. Mais la réflexion des distributeurs sur ces propositions "de transition" sont lentes et peu énergiques.

L'évocation de la mémoire de son ami René Pasquet nous a beaucoup touchés. J'ai eu récemment un autre "choc" du même type. Un ami m'a dit «je viens d'entendre Jacques Duboin sur France-Inter». Renseignements pris, il s'agissait de P. Bérégovoy reprenant mot pour mot certains termes que nous connaissons bien... Allons, ce n'est pas le moment d'abandonner. Merci à J-F Mathieu qui est aussi l'auteur du dessin de couverture de ce numéro.

Je crois personnellement que l'erreur de J. Duboin a été de ne pas expliquer que l'économie distributive est le système inverse de l'économie de marché. En effet, en économie de marché, on émet d'abord de la monnaie et on produit ensuite, à partir de cette monnaie. Ce qui pourrait, à la rigueur, fonctionner, si l'émission monétaire correspondait aux possibilités de la production. Mais comme la monnaie est une valeur, le maintien de cette valeur exige une monnaie suffisamment rare. Et la production qui peut être abondante est alors freinée, limitée.

En économie des besoins, on produit d'abord au maximum et on gage la monnaie sur cette production, ce qui permet de consommer toute la production, sans difficulté.

De plus, en économie de marché, la monnaie est circulante, son pouvoir d'achat dépend de sa vitesse de circulation. En économie des besoins, la monnaie est fongible et son pouvoir d'achat est constant.

Le principe de base étant inversé, les conséquences sont également inversées. D'où plus de chômage, plus de misère, plus de pollution.

Souscription permanente "Pour que vive la Grande Relève"

F. Bosse, 200 - C. Lours, 170 - Mme Lamouroux, 105 - M. Reblie, 200 - J. Rocroy, 180 - C. Marthey, 380 - H. Lapeu, 80 - Mme Couteau, 80 - A. Amico, 80 - M. Richon, 46 - R. Varin, 30 - Guimbretière, 80 - P. Moreau, 50 - J. Léry, 30 - Mme Lahrens, 300 - E. Chauvin, 80 - E. Monier, 70 - E. Hansart, 20 - Mme Olombel, 58 - Melle Théric, 153 - G. Tefte, 30 - J. Simonet, 30 - Mme Massat, 180 - Laumelais, 150 - R. Prouteau, 30 - E. Cuisinier, 60 - J. Denis, 335 - J. Pothron, 30 - R. Anis, 80 - Mme Pluyaud, 80 - L. Collet, 80 - J-L Lenclos, 60 - R. Quillé, 30 - P. Gibon, 80 - G. Faure, 80 - Melle Corcellet, 100 - P. Mary, 80.

total 3.907 F

Merci à tous !

Autrement dit, en économie de marché n'est techniquement possible que ce qui est financièrement possible. En économie des besoins, tout ce qui est techniquement possible devient financièrement possible.

Je crois donc personnellement qu'il faut faire entrer ces idées dans la tête des Français. Hélas!

D'ailleurs, en ce moment, on parle de supprimer le chômage par la répartition du travail entre tous ceux qui peuvent travailler. Mais si cela se réalise, il faudra bien répartir le résultat de ce travail entre tous, et on tombe sur le principe de l'économie des besoins avec son revenu social pour tous.

Jean Marchand

(extrait de "Le Révolté",
transmis par L. Gilot)

Notre Réponse. Voici une citation à rapprocher de ces propos :

**"Tout ce qui est
matériellement possible
doit l'être financièrement"**

J. Duboin,

"Les Yeux Ouverts" (1955)

Depuis longtemps, je voulais m'insurger à cause de la présentation que nous avons de la guerre en Yougoslavie et notre aveuglement face aux nationalismes au pluriel et non au singulier comme certains préféreraient le voir.

Les Serbes, ils ne sont pas comme nous. Alors que les Slovènes et les Croates eux, ce sont de bons futurs candidats pour la Grande Europe. Les musulmans dans cette région, cela fait tache. Alors laissons les Serbes et les Croates faire le nettoyage, "l'épuration ethnique" et nous interviendrons soit lorsqu'il sera trop tard, soit avant les autres pays musulmans s'ils ne respectent pas la réserve qui leur est imposée. C'est de l'intolérance à l'état pur, c'est de la cruauté internationale à laquelle malheureusement s'associent les meilleures volontés, obligées de faire le sale boulot de l'humanitaire. Nous savons tous que seuls les politiques devaient clairement imposer une solution

pacifique respectueuse de la cohabitation mise en œuvre depuis plus de quarante ans. Les politiques n'ont su, jusqu'à présent, que laisser pourrir une situation que seul le couvercle d'un pouvoir fort avait su préserver. Après avoir aidé à la chute de ce pouvoir, très vite ils ont appliqué le vieil adage "diviser pour mieux régner". La seule survie possible des Yougoslaves et des Bosniaques en particulier, ne pouvait se concevoir que dans l'union, union qu'il fallait maintenir en favorisant la cohabitation et le dialogue inter-ethnique. Aujourd'hui c'est trop tard, aujourd'hui tous les nationalismes ont repris du poil de la bête, noire pour certains, brune pour d'autres, ou même rouge encore.

Bravo et merci aux politiques. Merci pour l'avenir.

R. J., Port-Marly.

C'est avec une très grande peine que nous venons d'apprendre le décès de

Pierre Herdner.

C'est un abondanciste de la première heure qui nous quitte et c'est un très précieux collaborateur que nous perdons.

Ses articles, que nos lecteurs appréciaient particulièrement, étaient d'une profondeur de vue, d'une générosité et d'une philosophie remarquables.

Il venait tout juste de fêter ses 91 ans en famille...

A celle-ci, nous présentons nos condoléances émues.

Initiative

Dans le cadre d'une "co-opération globale pour un monde meilleur", les Nations-Unies ont retenu, parmi des dizaines de milliers de propositions parvenues du monde entier pour publication, celle de notre ami **René Jallifer-Verne** qui résume en quelques lignes, celles de l'économie distributive. Bravo !